



CGT Educ'Action Limousin
Maison du Peuple
24 rue Charles Michels
87000 LIMOGES
limoges@cgteduc.fr
06.74.19.39.72

Mesdames et Messieurs les Maires

Objet : carte scolaire premier degré dans l'Académie de Limoges

Pièce jointe : chiffres clés de l'Académie

Madame, Monsieur le Maire,

Les opérations de carte scolaire dans le premier degré sont terminées dans chacun des trois départements de l'Académie. Le rejet majoritaire par les organisations syndicales de ces cartes scolaires lors des CDEN montre, s'il en était encore besoin, une opposition massive à la politique éducative menée. Et pour cause ! Ces mesures ne répondent en rien aux maux qui rongent l'École, qui sont pourtant clairement identifiés et empêchent de faire réussir tous les élèves :

- **Le remplacement** : comment penser faire réussir tous les élèves quand l'institution n'est pas en capacité d'assurer la présence d'un.e enseignant.e tous les jours, dans chaque classe de notre territoire ? Le fait que l'institution ne parvienne pas à garantir ce minimum est un invariant, et cela depuis plusieurs années. En effet, force est de constater qu'elle ne prend pas les décisions qui permettraient d'y répondre. Cette année, on compte ainsi certains jours jusqu'à 2 000 élèves sans enseignant.e dans l'Académie. Ce constat, fait au quotidien par les parents, dégrade chaque jour un peu plus la confiance qu'ils placent en l'Institution, pourtant essentielle à la réussite des élèves.
- **L'aide aux élèves en difficulté** : les élèves en difficulté ne bénéficient que d'une aide partielle et insuffisante des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) faute de personnel en nombre suffisant. Des secteurs entiers de notre académie n'ont pas accès au Service Public de la Difficulté Scolaire que constituent les RASED. Ainsi, les familles (qui en ont les moyens) se tournent vers l'offre médicale dans le secteur libéral... quand elle existe. De ce constat découle, à long terme, un évident creusement des inégalités.
- **L'école inclusive** : le slogan de campagne d'Emmanuel Macron ne trouve aujourd'hui guère de réalité dans le quotidien des écoles. Si le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire augmente, force est de constater que l'École n'a pas les moyens d'accueillir les élèves selon les préconisations individuelles des Maisons Départementales pour les Personnes Handicapées (MDPH) : nous voyons ainsi fleurir des orientations d'élèves qui ne sont pas respectées faute de places disponibles dans le secteur médico-social, et dans les dispositifs ou structures spécialisées de l'Éducation Nationale, tout comme un nombre d'heures d'accompagnement nécessaires par un.e AESH non respecté pour beaucoup d'enfants... Est-il encore nécessaire d'ajouter une professionnalisation des personnels AESH promise, mais qui n'a encore trouvé aucune concrétisation à l'heure actuelle ? Ce sont ainsi des élèves, leurs familles et des personnels (enseignant.es et AESH) qui sont en souffrance quotidienne et ne peuvent que déplorer l'imposture...

Sur ces 3 sujets majeurs, les réponses apportées ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Alors qu'il est évident que ces difficultés ne trouveront de réponses que dans l'augmentation des moyens dédiés, **ce sont 67 postes de professeurs des écoles qui ont été supprimés dans l'Académie entre la rentrée 2017 et la rentrée 2025** selon les documents du ministère (Annexe 1 des chiffres clés).

Sur la problématique du remplacement, de nombreuses créations de postes ont été annoncées au cours des cartes scolaires successives dans les 3 départements. C'est encore le cas cette année, mais ces créations ne se concrétisent que rarement... Ainsi, des situations de comptage, de « prétendues urgences » de rentrée – mais identifiées dès la carte scolaire par les personnels - viennent annuler ces créations. Ce faisant, l'administration s'offre le loisir de communiquer deux fois : une fois au printemps pour la prétendue création d'un poste de remplaçant, et une fois en septembre pour la prétendue prise en compte d'effectifs élevés de rentrée. À la rentrée, tout citoyen fait le constat d'une situation du remplacement qui n'évolue pas et d'une école qui se réaménage dans l'urgence... Les documents du rectorat viennent confirmer ce constat : **entre 2017 et 2024, ce sont seulement 4 postes supplémentaires qui ont effectivement été dédiés au remplacement dans l'Académie ! (une baisse de -12 en Corrèze et -21.6 en Creuse...).**

Alors, pour justifier l'injustifiable, vous entendez à chaque carte scolaire le même discours sur la baisse démographique. Celle-ci est bien réelle... mais elle est bien supérieure dans les écoles publiques qu'elle ne l'est en réalité dans l'Académie. En effet, le secteur privé sous contrat et le secteur privé hors-contrat continuent à progresser quand la démographie scolaire publique ne cesse de reculer. Ce secteur - dont on peut mesurer le soutien au sein du gouvernement – *Stanislas, Bétharam, etc.* - continue donc de progresser dans notre académie, alors même que le nombre de structures est relativement faible. Ce transfert - bien réel - vers le secteur privé est ensuite utilisé pour justifier les suppressions de moyens, alors même que l'institution n'est pas en mesure de créer les conditions de la réussite de tous les élèves ! Là encore, il s'agit d'un choix politique.

Enfin, vous ne pouvez que mesurer, carte scolaire après carte scolaire, qu'un important travail est réalisé par l'administration pour vous inciter à faire évoluer le maillage, le tissu scolaire. « Regrouper », « restructurer », sont les maîtres-mots visant à réaliser des « économies d'échelle ». C'est ainsi qu'entre 2017 et 2024, ce sont 34 écoles qui ont disparu selon les documents du Rectorat (fusions d'écoles maternelles et élémentaires, fermetures sèches, mise en œuvre de RPI concentrés, etc.).

Tous ces constats n'invitent pas à l'optimisme. Les discours tenus dans la période laissent entendre que les perspectives ne sont pas meilleures. **Et pourtant ! Il n'y a pas de fatalité. Ces orientations relèvent de choix politiques qui conduisent à des choix budgétaires.** Par exemple, la Cour des comptes évalue la généralisation du Service National Universel -SNU entre 3,5 et 5 milliards d'euros par an. **Considérez-vous que l'École de votre commune doit être sacrifiée pour financer ce totem présidentiel ?**

Pour la CGT Educ'Action, la construction d'une École réellement émancipatrice est possible. Elle ne pourra pas se faire sans un effort budgétaire considérable, pour diminuer drastiquement les effectifs par classe, permettre de retrouver des effectifs de remplaçant-es dignes de ce nom, et enfin de reconstruire des RASED en nombre suffisant. Mais l'effort doit être général. La santé scolaire est en déshérence, les services sociaux sont exsangues l'accompagnement des élèves en difficultés en très net recul et l'École Inclusive ne dépasse pas le slogan.

La CGT Educ'Action sera aux côtés de celles et ceux qui voudront défendre un Service Public et Laïque d'Éducation Nationale qui permette la réussite et l'émancipation de tous les élèves. La CGT Educ'Action Limousin sera de tous les combats pour garantir l'égal accès de tous au Service Public d'Éducation, en tout point du territoire, afin de casser les déterminismes sociaux, territoriaux et de genre : c'est le prix pour faire société.

Espérant pouvoir compter sur votre engagement pour défendre cette vision du Service Public et Laïque d'Éducation Nationale,

Fabrice COUEGNAS



Secrétaire Académique de la CGT Educ'Action